



JULIEN BAYOU

Le 14 avril dernier, DDD avait l'honneur de rencontrer Julien Bayou, secrétaire national d'EELV mais aussi, et surtout, candidat aux régionales d'Île-de-France. Avec lui, Pauline Hublau et Marc Lefebvre, nos deux modérateurs, étaient présents pour évoquer diverses thématiques de la campagne : le logement, les transports, l'emploi et l'insécurité, tout cela s'inscrivant évidemment dans le programme de transition écologique des verts.

Interrogé sur les inégalités sociales, M. Bayou souligne qu'elles se manifestent surtout par le biais du logement et des transports.

Les logements sont à l'Est, les bureaux à la Défense, les centres de loisirs difficilement accessibles pour les banlieues. M. Bayou souhaite réduire les temps de transport en rendant la région moins dépendante d'hypercentres, en dispersant les zones de bureaux et en enrayant les déserts médicaux. Plutôt que de se centrer sur des projets coûteux, les fonds seraient principalement alloués à la rénovation des grandes lignes à l'image du RER B (dont Julien Bayou rappelle qu'il est emprunté par 900 000 personnes par jours), à l'extension des lignes et à la réalisation du souhait de faire fonctionner la nuit aussi les transports à l'usage de ceux qui ont des horaires de travail décalés. Tout cela permettrait, selon lui, de passer de la ville « adaptée à la voiture » à la ville qui se passe de voiture, par des transports propres, fiables et accessibles. Ce seront donc des voies supplémentaires réservées aux bus, des infrastructures cyclables et même un vélo offert par la région à tous les mineurs d'Île-de-France.

Pauline Hublau poursuit l'entretien en abordant les questions d'emploi et d'éducation. Pour M. Bayou les questions économiques s'inscrivent toutes dans le thème de la transition écologique. Si, pour lui, Mme. Péresse a aidé sans distinction et sans contrepartie les grandes entreprises, M. Bayou souhaite conditionner les aides à des engagements écologiques et favoriser les nouveaux secteurs verts porteurs. C'est là pour lui le rôle des pouvoirs publics que de choisir de passer au prisme des accords de Paris toutes les décisions économiques. Il précise notamment l'attention et l'aide qu'il souhaite apporter au secteur de la rénovation thermique qui n'a pas les moyens de faire face à une augmentation de la demande. Les externalités de ce secteur sont nombreuses : pour l'emploi, pour le climat, pour les comptes publics, pour la santé.

Marc Lefebvre souligne au sujet des logements que 750 000 demandes sont encore en attente. Julien Bayou veut les réduire de moitié. Interrogé sur la compatibilité d'un plan logement et de son objectif de 0% d'artificialisation des terres, il redit son attachement à réaménager et rééquilibrer l'urbanisme. Sur le plan des logements sociaux, il réitère son objectif de « logement d'abord » en s'engageant à mettre en place un programme de logement de tous les sans-abris. Donner les clefs de logements « très sociaux » aux plus précaires et mettre en place un dispositif d'accompagnement social vers l'autonomie. Cela coûterait selon lui 14 000 euros la nuit contre les 18 000 euros que nécessitent les soins à posteriori des sans-abris laissés dans la rue comme il est fait aujourd'hui. Pour lui, au demeurant, les aides de la région devraient être conditionnées à l'objectif de 25% de logements sociaux construits par les mairies.

Sur le thème de l'insécurité, M. Bayou rappelle qu'on ne peut pas prêcher l'équilibre des comptes et en même temps faire diminuer l'insécurité. Il faut pour cela de l'embauche de fonctionnaires de police et autres agents publics et des moyens. Les transports retrouvent là leur place où, rappelle le secrétaire national d'EELV, manque les budgets pour engager des patrouilles des transports veillant au respect des lieux et prévenant les cas de harcèlement. Là aussi, il y a une carte logement à jouer par le rééquilibrage des zones géographiques d'emploi et de logement qui permettrait d'éviter des centres résidentiels à chômage fort. Concernant cette thématique répressive, Julien Bayou en profite pour dénoncer la politique gouvernementale et proposer la légalisation du cannabis.

Concernant la jeunesse, Pauline Hublau rappelle son projet de mise en place d'un « revenu pour jeunes actifs » et de formations gratuites dans l'un des 7 secteurs identifié en tension. M. Bayou rappelle qu'il travaille avec M. Hamon pour se diriger vers une expérimentation de revenu universel versé par la région à hauteur de 800 ou 1000 euros. Cela permettrait d'ouvrir les horizons des populations défavorisées et de ne pas écarter, comme c'est le cas aujourd'hui, les classes moyennes des aides. Aussi, en y incluant les jeunes, cela éviterait ce qu'il appelle aujourd'hui le « bizutage social généralisé des jeunes » qui, selon l'imaginaire collectif, devraient injustement passer par une phase de précarité de difficulté matérielle.

À propos de l'éducation, la tête de liste aux régionales d'Île-de-France dénonce particulièrement le « plan d'urgence » de transition numérique de Mme Péresse qu'il appelle « coups de communication » faisant, selon lui, sciemment l'impasse sur les conditions d'éducation des populations défavorisées. La rénovation des lycées est l'occasion d'avancer sur d'autres sujets comme la rénovation thermique, l'amiante et l'emploi en la confiant à des PME.

Un grand merci à Julien Bayou d'avoir accepté notre invitation ainsi qu'à Pauline Hublau et Marc Lefebvre pour leur implication lors de ce débat.

Merci d'avoir été si nombreux à suivre ce débat en direct !

L'équipe DDD

